

MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS

FRANÇAIS.

La France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire. Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre était, en réalité, le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique.

Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient. Votant tous les quatre ans, vous vous donniez l'impression d'être les citoyens libres d'un Etat libre. Aussi vous étourdissez-vous en vous disant que, jadis, dans l'histoire de la France, l'Etat n'a été plus asservi qu'en cours des vingt dernières années. Asservi de diverses manières : successivement, et parfois simultanément, par des coalitions d'intérêts économiques et par des équipes politiques ou syndicales, prétendant fallacieusement représenter la classe ouvrière.

Selon la prédominance de l'une ou de l'autre de ces deux servitudes, des majorités se succédaient au pouvoir, unissant trop souvent du souci d'abattre la minorité rivale. Ces luttes poursuivies des défaites. L'un reconstruit, alors, à ses vœux formations dites « d'Union Nationale », qui ne constituaient qu'une dupes supplémentaire.

Ce n'est pas, en effet, en éliminant des divergences que l'on parvient à la cohésion. Ce n'est pas en satisfaisant des hommes vaincus que l'on obtient une volonté.

De ces oscillations et de ces vacillations, la nation s'imprimait, profondément, dans les ossements. Tout était l'impuissance d'un régime qui ne se maintenait, au travers des circonstances les plus graves, qu'en se renouant lui-même, par la pratique des pleins pouvoirs. Il s'effondrait, ainsi, à grands pas, vers une révolution politique que la guerre et le désastre ont seulement hâté.

Poursuivre d'une telle politique intérieure, ce régime ne pouvait, le plus souvent, pratiquer une politique extérieure digne de la France.

Inspiré tout à tour par un nationalisme ombrageux et par un pacifisme dirigé, faite d'insouciance et de faiblesse — alors que notre victoire nous imposait la force et la grandeur — notre politique étrangère ne pouvait nous mener qu'à l'abîme. Nous n'avons pas mis plus de quinze ans à descendre la pente qui nous y conduisait.

Un jour de septembre 1939, sans même que l'on eût consulté les Chambres, la guerre, une guerre presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avions ni le temps, ni la préparation.

C'est sur cet amas de ruines qu'il faut aujourd'hui reconstruire la France.

L'ordre nouveau ne peut, en aucune manière, impliquer un retour, même déguisé, aux erreurs qui nous ont coûté si cher. On ne saurait, d'ailleurs, y découvrir les traits d'une sorte d'Ordre moral à la d'une renaissance des événements de 1936.

L'ordre nouveau ne peut être une imitation servile d'expériences étrangères. Certaines de ces expériences ont leur sens et leur beauté. Mais chaque peuple doit trouver son régime adapté à son climat et à son génie.

L'ordre nouveau est une nouveauté française. Nous devons l'organiser, dans la durée, la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons jamais pu accomplir.

Politique extérieure : Un régime national.

Indépendante du revers de ses armes, la tâche que la France doit accomplir l'est aussi, et à plus forte raison, des succès ou des revers d'autres nations qui ont été dans l'histoire ses amis ou ses ennemis.

Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces anxiétés ou de ces timidités dites « traditionnelles », qui s'ont, en fait, servies de se modifier à travers l'histoire, pour le plus grand profit des maîtres d'époque et des traîtres d'après.

Le régime nouveau défendra, tout d'abord, l'unité nationale, c'est-à-dire l'unité autour de la métropole et de la France d'outre-mer.

Il maintiendra les héritages de sa culture grecque et latine et leur rayonnement dans le monde.

Il remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui, renoué à sa conscience sur lui-même, se dépense pour atteindre la collaboration internationale.

Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins. Elle sait d'ailleurs que, quelle que soit la carte politique de l'Europe et du monde, le problème des rapports franco-allemands, et conséquemment traité dans le passé, continuera de déterminer ses avenir.

Sans doute l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, envisager une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration.

A la mise à nos troubles, aux répressions et sans doute aux souffrances que nous aurons une nouvelle fois faite à la manière du passé, l'Allemagne peut préférer une paix éternelle pour le vainqueur, une paix génératrice de bien-être pour tous.

La chose appartient d'abord au vainqueur. Il dépend aussi du vaincu.

Si toutes les nations nous sont loyales, nous saurons attendre et souffrir.

Si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre souffrance, nous saurons dominer notre défaite.

Politique intérieure : Un régime hiérarchique et social.

Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il sera respectueux plus sur l'idée même de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des « chances » données à tous les Français de pouvoir leur destin.

Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie française. Aucune préférence déloyable n'ouvrira à l'un des Français, du fait de ses origines sociales, la seule condition qu'il s'agit dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un effort sans réserve. On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont fermé ces classes et les ont dressées les uns contre les autres.

Ainsi recroisera les classes variables que le régime pose à une des années à venir et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la paix de tous.

Certaines conditions peuvent être que la hiérarchie nouvelle détruise une filière à laquelle le moment et que leurs peurs ont acquis un prix de leur sang.

Qu'ils soient sans inquiétude.

L'avenir est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'Etat, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers. Un peuple n'est plus tel, en

l'âge de ses bulletins de vote, dès que le Gouvernement, qu'il a librement porté au pouvoir, devient le prisonnier de ces coalitions.

Que signifient, d'ailleurs, en 1940, la liberté — l'absolue liberté — pour un homme qui n'a pour un petit patron ruiné, sinon la liberté de souffrir sans secours, au milieu d'une nation vaincue ?

Nous ne perdons, en réalité, certaines apparences trompeuses de la liberté que pour mieux en sauver la substance.

L'histoire est faite d'alternances entre des périodes d'autorité déguisée et tyrannie et des périodes de liberté engendrant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et des libertés.

Le caractère hiérarchique du nouveau régime est inséparable de son caractère social. Mais ce caractère social ne peut se fonder sur des déclarations théoriques. Il doit apparaître dans les faits. Il doit se traduire par des mesures immédiates et pratiques.

Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons, ont d'abord le devoir de travailler. Ceux qui méconnaissent ce devoir méconnaissent plus leur qualité de citoyens. Mais tous les Français ont également droit au travail. On croquet aisément que, pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde, dans tout notre vieil appareil économique.

Après une période transitoire, pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire, nous pourrions, dans une économie organisée, créer des centres durables d'activité où chacun trouvera la place et le salaire que ses aptitudes lui méritent.

Les solutions, pour être efficaces, devront être adaptées aux divers secteurs. Toute solution qui s'impose pour l'industrie n'aurait aucun raison d'être pour l'agriculture familiale, qui constitue la principale base économique et sociale de la France.

Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les secteurs.

Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous. Les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'Etat, la rédaction et l'exécution des conventions de travail. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur, en améliorant ses conditions de vie, jusqu'à dans sa vieillesse. Elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des lock-out et des grèves, par l'arbitrage obligatoire des tribunaux du travail.

Politique économique : l'économie encadrée et la monnaie au service de l'économie.

Le régime économique de ces dernières années faisait apparaître les mêmes imperfections et les mêmes contradictions que le régime politique.

Sur le plan parlementaire : apparence de liberté.

Sur le plan de la production et des échanges : apparence de libéralisme, mais, en fait, asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'Etat.

Cette dégradation du libéralisme économique explique d'ailleurs aisément.

La classe monétaire était, à la fois, le moteur et le régulateur du régime libéral. Le jour où les coalitions et les traits boursiers se mélangèrent au travail et les prix furent fixés, sans défense, à l'esprit de lucre et de spéculation.

Ainsi se déroulait ce spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire, en face de stocks invendus et même détruits, dans le seul dessein de soutenir les cours des matières premières.

Ainsi s'annonçait la crise mondiale.

Devant la faillite universelle de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

Deux principes essentiels nous guideront :

L'économie doit être organisée et contrôlée. La coordination par l'Etat des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Il ne faut, donc, ni laisser l'initiative individuelle, l'économiste doit la libérer de ses entraves actuelles en la subordonnant à l'intérêt national.

La monnaie doit être au service de l'économie. Elle doit permettre le plein essor de la production,

dans la stabilité des prix et des salaires.

Une monnaie saine est, avant tout, une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des hommes. Notre nouveau système monétaire ne devra donc affecter l'exécution des règlements extérieurs. Il mesurera la circulation intérieure aux nécessités de la production.

Un tel système implique un double contrôle :

Sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des échanges, pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers.

Sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, d'équilibrer les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits.

Ce système ne porte aucune atteinte à la liberté des hommes, si ce n'est à la liberté de ceux qui spéculent, soit par intérêt personnel, soit par intérêt politique.

Il n'est conçu qu'en fonction de l'intérêt national. Il devra, dans les dures épreuves que nous traversons, s'exercer avec une rigueur rigoureuse.

Que la classe ouvrière et la bourgeoisie fassent, ensemble, un immense effort, pour échapper aux routines de parois et prendre conscience de leur intérêt commun de citoyens, dans une nation désormais unie.

CONCLUSION

Telle est, résumé bref, Français, la tâche à laquelle je vous invite.

Il faut reconstruire.

Cette reconstruction, c'est avec vous que je veux la faire.

La Constitution sera l'expression juridique de la révolution déjà commencée dans les faits, car les institutions ne valent que par l'esprit qui les anime.

Une révolution ne se fait pas seulement à coups de lois et de décrets. Elle ne s'accomplit que si la Nation la comprend et l'appelle, que si le peuple accompagne le Gouvernement dans la voie de la rénovation nationale.

Enfin, je vous demanderai de vous grouper pour qu'ensemble, réunis autour de moi, en communiant avec les anciens combattants, déjà formés en France, vous mettiez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les Français, en faisant les forces nouvelles et les jeunes classes, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale.

PHILIPPE PÉTAÏN.



A tous les Français qui ont aidé

PHILIPPE PETAIN

MARÉCHAL DE FRANCE
CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS

*dans son œuvre de rénovation
et sa tâche de reconstruction,
nous dédions les pages qui suivent.*

*Puissent-elles encourager ceux
que, parfois, le doute assaille, et faire
qu'ils y trouvent un raffermissement
de leur foi dans le relèvement
de leur pays : LA FRANCE*

Édité par L'ESPOIR FRANÇAIS — Vichy
avec le
BUREAU DE DOCUMENTATION
DU CABINET CIVIL DU MARÉCHAL
Avec le Concours des Agences accréditées par le
SERVICE CENTRAL PHOTOGRAPHIQUE

L'Esprit Résistance
de l'ensemble Composites
et la Nouvelle de l'Esprit

V. 800

16 JUIN 1940

Les Allemands sont en Normandie,
sur la Dives ; ils touchent la Loire à
Blois ; ils occupent Dijon et Colmar.



Au rythme de leur avance,
dans deux semaines, la France
sera complètement envahie.



Quel sera son sort ? Autriche,
Tchécoslovaquie, Pologne ?

NON, LA FRANCE RESTERA LA FRANCE

L'homme qu'elle attendait depuis tant d'années pour la
défendre se dresse pour la sauver.

Philippe PETAIN prend le pouvoir, à la demande du
Président de la République.

QUAND LE MARÉCHAL S'EN VA EN PERMISSION

Dieu ne l'a pas permis. Et, depuis juin 1940, le Maréchal n'a pu
faire à Villeneuve-Loubet, que trois brefs séjours. Comme il aimait
espérer, vivre dans cette maison qu'il a fait aménager à son idée,



et où il affectionne se promener, tout en s'intéressant aux cultures,



Hélas, à peine est-il arrivé dans ce coin ensoleillé qu'il lui faut repartir.



oublier le rêve qu'il avait caressé d'y vivre ses derniers jours.

...ET REDEVENIR LE PERSONNAGE OFFICIEL



EN QUI TOUT UN PEUPLE A MIS SON ESPOIR

Texte de l'appel du 18 juin

"Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres."

Affiche ayant suivi l'appel du 18 juin 1940



L'affiche "à tous les français" placardée sur les murs de Londres

Charles de Gaulle

TEXTE DE L'APPEL du 22 JUIN 1940

Le gouvernement français, après avoir demandé l'armistice, connaît, maintenant, les conditions dictées par l'ennemi.

Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes seraient livrées, que le territoire français serait totalement occupé et que le gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie.

On peut donc dire que cet armistice serait non seulement une capitulation mais encore un asservissement.

Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie. Je dis l'honneur, car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec ses alliés. Tant que ses alliés continuent la guerre, son gouvernement n'a pas le droit de se rendre à l'ennemi.

Le gouvernement polonais, le gouvernement norvégien, le gouvernement hollandais, le gouvernement belge, le gouvernement luxembourgeois, quoique chassés de leur territoire, ont compris ainsi leur devoir.

Je dis le bon sens, car il est absurde de considérer la lutte comme perdue. Oui, nous avons subi une grande défaite.

Un système militaire mauvais, les fautes commises dans la conduite des opérations, l'esprit d'abandon du gouvernement pendant ces derniers combats nous ont fait perdre la bataille de France.

Mais il nous reste un vaste empire, une flotte intacte, beaucoup d'or. Il nous reste des alliés dont les ressources sont immenses, et qui dominent les mers. Il nous reste les gigantesques possibilités de l'industrie américaine.

Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par cinq mille avions et six mille chars peuvent nous donner, demain, la victoire par vingt mille chars et vingt mille avions.

Je dis l'intérêt supérieur de la patrie car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande, qu'une bataille puisse décider.

Cette guerre est une guerre mondiale.

Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres, aujourd'hui, le resteront demain. Même les alliés de l'Allemagne resteront-ils toujours ses alliés ?

Si les forces de la liberté triomphent finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ?

L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront.

Il est, par conséquent, nécessaire de grouper partout où cela se peut une force française aussi grande que possible. Tout ce qui peut être réuni en fait d'éléments militaires français et de capacité française de production d'armement doit être organisé partout où il y en a.

Moi, général De Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale.

J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, j'invite les ingénieurs et les ouvriers français spécialistes de l'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui pourraient y parvenir, à se réunir à moi. J'invite les chefs, les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils se trouvent actuellement, à se mettre en rapport avec moi. J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre.

Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance !

Allocution Radiodiffusée

prononcée par Monsieur le Maréchal PÉTAIN

Chef de l'Etat Français

16 30 Octobre 1940

Français,

J'ai rencontré, Jeudi dernier, le Chancelier du Reich.

Cette rencontre a suscité des espérances et provoqué des inquiétudes.

Je vous dois, à ce sujet, quelques explications.

Une telle entrevue n'a été possible, quatre mois après la défaite de nos armes, que grâce à la dignité des Français devant l'épreuve, grâce à l'immense effort de régénération auquel ils se sont prêtés, grâce aussi à l'héroïsme de nos marins, à l'énergie de nos Chefs coloniaux, au loyalisme de nos populations indigènes.

La FRANCE s'est ressaisie. Cette première rencontre, entre le vainqueur et le vaincu, marque le premier redressement de notre pays.

C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Führer.

Je n'ai subi, de sa part, aucun dictat, aucune pression.

Une collaboration a été envisagée entre nos deux Pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement.

A tous ceux qui attendent, aujourd'hui, le salut de la FRANCE, je tiens à dire que ce salut est d'abord entre nos mains.

A tous ceux que de nobles scrupules tiendraient éloignés



de notre pensée, je tiens à dire que le premier devoir de tout Français est d'avoir confiance.

A ceux qui doutent, comme à ceux qui s'obstinent, je rappellerai qu'en se raidissant à l'excès, les plus belles attitudes de réserve et de fierté risquent de perdre de leur force.

Celui qui a pris en main les destinées de la FRANCE a le devoir de créer l'atmosphère la plus favorable à la sauvegarde des intérêts du Pays.

C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française — une unité de dix siècles — dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre, aujourd'hui, dans la voie de la collaboration.

Ainsi, dans un avenir prochain, pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort de nos prisonniers, atténué la charge des frais d'occupation. Ainsi pourrait être assouplie la ligne de démarcation et facilitée l'administration et le ravitaillement du territoire.

Cette collaboration doit être sincère. Elle doit être exclusive de toute pensée d'agression. Elle doit comporter un effort patient et confiant.

L'armistice, au demeurant, n'est pas la paix. La FRANCE est tenue par des obligations nombreuses vis-à-vis du vainqueur. Du moins reste-t-elle souveraine. Cette souveraineté lui impose de défendre son sol, d'éteindre les divergences de l'opinion, de réduire les dissidences de ses colonies.

Cette politique est la mienne. Les Ministres ne sont responsables que devant moi. C'est moi seul que l'Histoire jugera.

Je vous ai tenu, jusqu'ici, le langage d'un père. Je vous tiens, aujourd'hui, le langage du chef. Suivez-moi. Gardez votre confiance en la FRANCE éternelle.



JE vous ai dit à Saint-Étienne : « On ne peut faire disparaître la lutte des classes, qu'en faisant disparaître les causes qui ont dressé ces classes les unes contre les autres.

— Ces causes, c'est la menace du chômage, c'est l'angoisse de la misère qu'elle fait peser sur vos foyers.

— C'est le travail **sans joie** de l'ouvrier **sans métier**.

— C'est le taudis dans la cité laide où il passe les hivers **sans lumière** et **sans feu**.

— C'est la vie du nomade **sans terre**, **sans toit**.

Telle est la condition prolétarienne : il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice. »

Je vous convie, mes amis
malgré les jours douloureux
à fêter

en ce 1^{er} Mai 1941, comme en tous les 1^{ers} Mai qui viendront, ma volonté, la volonté de l'État Français, de supprimer ces injustices, d'assurer la paix sociale, de réaliser **enfin** tout ce que vous avez demandé **de juste** depuis tant d'années.

Ph. PÉTAÏN.



BEKANNTMACHUNG

1. Der Kapitänleutnant **Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES**, französischer Staatsangehöriger, geb. am 5. Juni 1901 in Verrières,
2. der Handelsvertreter **Maurice Charles Émile BARLIER**, französischer Staatsangehöriger, geb. am 9. September 1905 in St. Dié,
3. der Kaufmann **Jan Louis-Guillaume DOORNIK**, holländischer Staatsangehöriger, geb. am 26 Juni 1905 in Paris,

sind wegen Spionage zum Tode verurteilt und heute erschossen worden.

Paris, den 29. August 1941.

**Der Militärbefehlshaber
in Frankreich.**

AVIS

1. Le lieutenant de vaisseau **Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES**, Français, né le 5 juin 1901 à Verrières,
2. l'agent commercial **Maurice Charles Émile BARLIER**, Français, né le 9 septembre 1905 à St-Dié,
3. le commerçant **Jan Louis-Guillaume DOORNIK**, Hollandais, né le 26 juin 1905 à Paris,

ont été condamnés à mort à cause d'espionnage. Ils ont été fusillés aujourd'hui.

Paris, le 29 Août 1941.

**Der Militärbefehlshaber
in Frankreich.**

BEKANNTMACHUNG

Feige Verbrecher, die im Solde Englands und Moskaus stehen, haben am Morgen des 20. Oktober 1941 den Feldkommandanten in Nantes hinterrücks erschossen. Die Täter sind bisher nicht gefasst.

Zur Sühne fuer dieses Verbrechen habe ich zunaechst die Erschiessung von 50 Geiseln angeordnet.

Falls die Taeter nicht bis zum Ablauf des 23. Oktober 1941 ergriffen sind, werden im Hinblick auf die Schwere der Tat weitere 50 Geiseln erschossen werden.

Fuer diejenigen Landeseinwohner, die zur Ermittlung der Taeter beitragen, setze ich eine Belohnung im Gesamtbetrag von

15 MILLIONEN FRANKEN
aus.

Zweckdienliche Mitteilungen, die auf Wunsch vertraulich behandelt werden, nimmt jede deutsche oder franzoesische Polizeidienststelle entgegen.

Paris, den 21. Oktober 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich
von STÜLPNAGEL
General der Infanterie

AVIS

De lâches criminels, à la solde de l'Angleterre et de Moscou, ont tué, à coups de feu tirés dans le dos, le Feldkommandant de Nantes (Loire-Inf.), au matin du 20 Octobre 1941. Jusqu'ici les assassins n'ont pas été arrêtés.

En expiation de ce crime, j'ai ordonné préalablement de faire fusiller 50 otages.

Étant donné la gravité du crime, 50 autres otages seront fusillés au cas où les coupables ne seraient pas arrêtés d'ici le 23 Octobre 1941 à minuit.

J'offre une récompense d'une somme totale de

15 MILLIONS DE FRANCS
aux habitants du pays qui contribueraient à la découverte des coupables.

Des informations utiles pourront être déposées à chaque service de police allemand ou français. Sur demande, ces informations seront traitées confidentiellement.

Paris, le 21 Octobre 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich
von STÜLPNAGEL
General der Infanterie

Appel

à la population française

Le territoire français, occupé par les troupes allemandes, est placé sous l'administration militaire allemande.

Les Chefs militaires prendront les mesures nécessaires à la sécurité des troupes et au maintien du calme et de l'ordre.

Les troupes ont reçu l'ordre de ménager les populations et leurs biens si elles restent tranquilles.

Les autorités du pays seront maintenues en fonction, si elles sont prêtes à une collaboration loyale.

J'attends de la sagesse et de l'intelligence de la population qu'elle s'abstienne de toute action irréfléchie, de sabotage de toute nature et de résistance passive ou même active contre l'armée allemande.

Les ordonnances des autorités militaires allemandes doivent être exécutées sans condition. L'armée allemande regretterait si, par des actions hostiles de civils isolés, elle était obligée de répondre par des mesures très sévères contre la population.

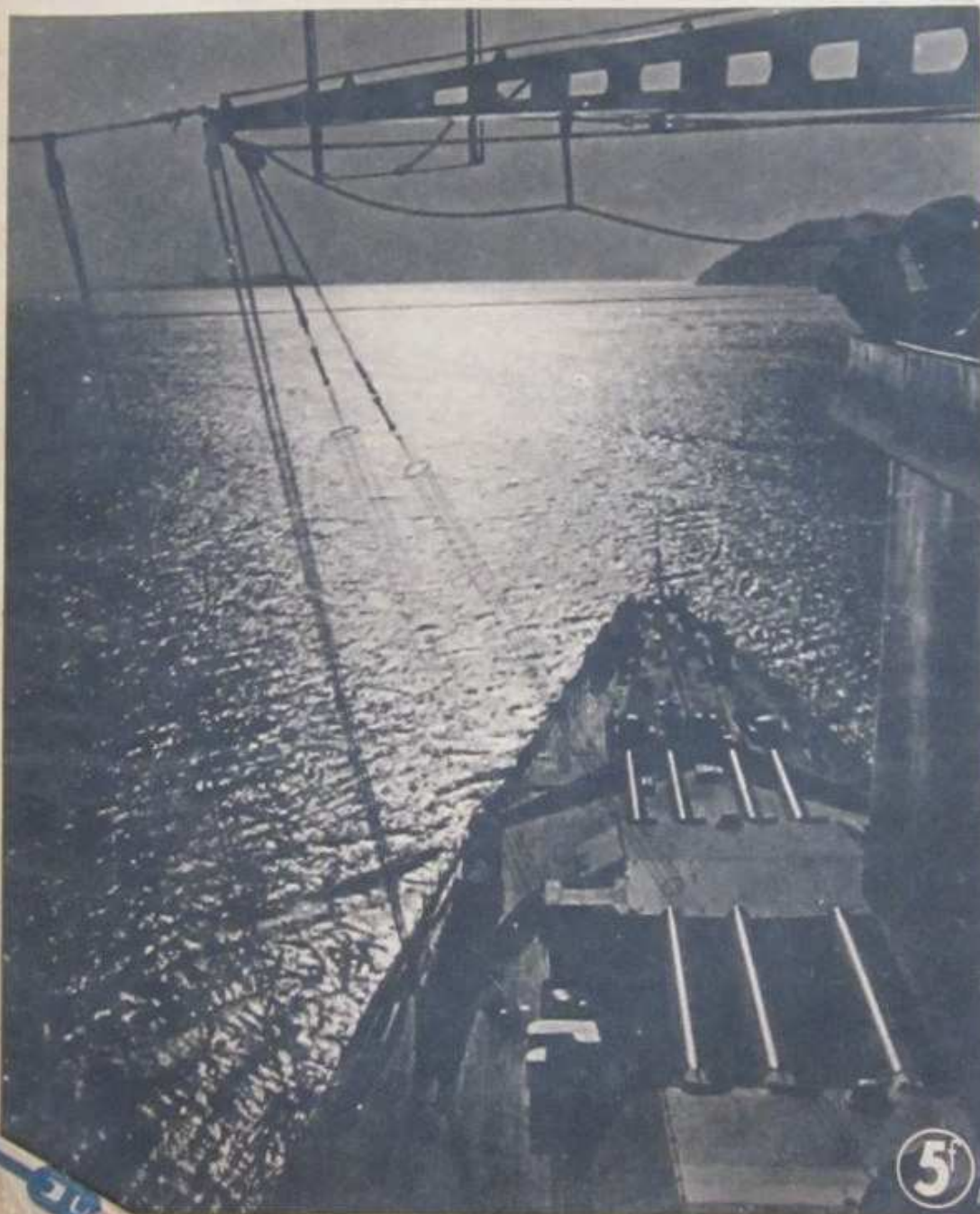
Que chacun reste à son poste et continue son travail. Ce sera pour lui la meilleure façon de servir sa patrie son peuple et lui-même.

Le Commandant en Chef de l'Armée

LE MARECHAL
REFAIT
LA FRANCE

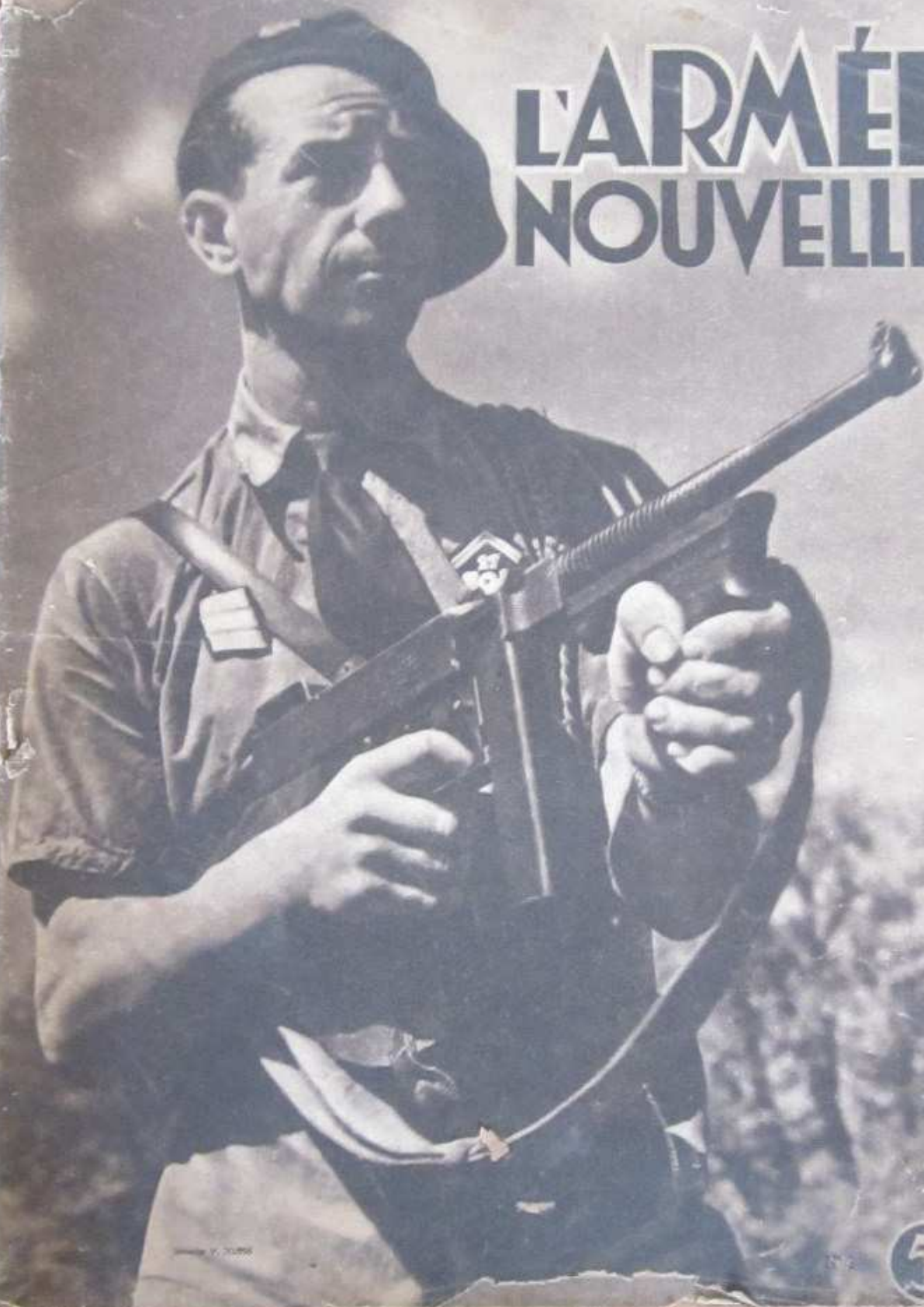


MARINE FRANÇAISE 1942



5^{fr}

L'ARMÉE NOUVELLE



5

LE 4 AVRIL 1943

FRANÇAIS

LE MARÉCHAL A DIT

LE SALUT DE LA FRANCE NE LUI VIENDRA PAS DU DEHORS
IL EST DANS NOS MAINS, DANS VOS MAINS

L'HISTOIRE DIRA PLUS TARD CE QUI VOUS FUT ÉPARGNÉ

OUVRIERS

SEUL L'AUTORITÉ permettra, quand la France sera délivrée
des contraintes de la guerre, d'ABATTRE LES PRIVILÈGES et de
réaliser le programme social que j'ai formulé à S'-Etienne
et à Commentry. Une phrase le résume :
SUPPRIMER LA CONDITION PROLÉTARIENNE
tel est le but de la CHARTE DU TRAVAIL.

PAYSANS

LA CORPORATION PAYSANNE EST RÉALISÉE

PRISONNIERS

Dans les camps, ils méritent, ils travaillent :
LOIN DES PASSIONS PARTISANES ET DES LUTTES D'INFLUENCE,
ils préparent ce qui, demain, sera
LA SEULE CHANCE DE SALUT DE LA FRANCE

**LA BARBARIE COMMUNISTE SI ELLE TRIOMPHAIT
NE POURRAIT QUE DÉTRUIRE À JAMAIS NOTRE
CIVILISATION ET NOTRE INDÉPENDANCE NATIONALE**

JEUNES FRANÇAIS

Voici que de nouvelles épreuves viennent de vous être imposées.

Il vous appartient de faire qu'elles soient fécondes.

Manifestez dans vos gestes, dans vos paroles, par la qualité
de votre travail, par votre esprit d'initiative et d'invention

LE GÉNIE DE NOTRE RACE

Ma pensée ne vous quittera pas sur le chemin et les lieux
de votre dépaysement

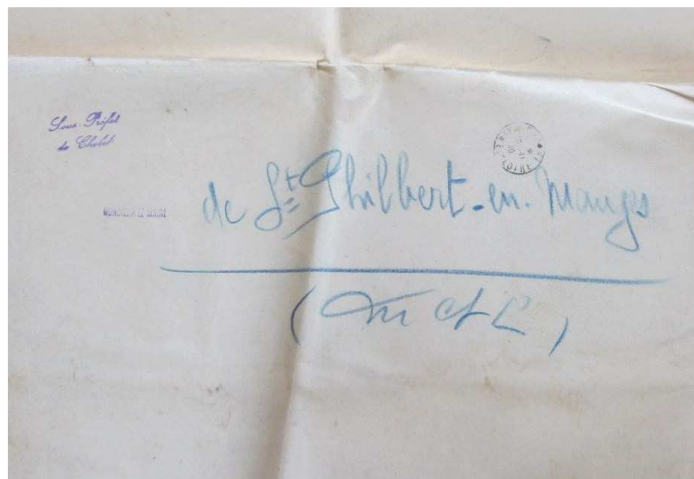
FAITES QUE JE SOIS FIER DE VOUS

**LES CHEFS REBELLES ONT CHOISI L'ÉMIGRATION
ET LE RETOUR AU PASSÉ**

J'AI CHOISI LA FRANCE ET SON AVENIR



Affiches et documents envoyés
au maire de St Philbert en Mauges
par le sous Préfet de Cholet
(daté du 30-11- 40)



Femmes françaises!

Ces lignes ont été écrites pour vous.

VOUS dont la vie est faite d'abnégation et de sacrifice.

VOUS avez su écouter et comprendre le pathétique appel que le Président Laval a lancé aux Français le 22 Juin dernier.

VOUS qui avez eu le grand bonheur de conserver près de vous vos fils, vos maris, vos fiancés employés dans les usines.

VOUS saurez mieux que quiconque comprendre l'impérieuse nécessité de conseiller à ces mêmes fils, à ces mêmes maris, à ces mêmes fiancés, que **L'HEURE DE LA RELEVÉ A SONNÉ**. Que d'autres mères, d'autres femmes, d'autres fiancées vous sauront un gré infini de leur avoir rendu le cher absent qu'elles attendent depuis 2 ans.

Acceptez cette séparation momentanée.

VOUS apporterez du bonheur dans une famille et vous assurerez le bien-être pour la vôtre.

Dès aujourd'hui, femmes françaises, que vos fils, vos maris, vos fiancés, se renseignent sans aucun engagement de leur part, aux Offices de Placement pour le travail en Allemagne.

V-11-160

CONFIANCE...



SES AMPUTATIONS SE
POURSUIVENT MÉTHODIQUEMENT

Avec ce , de Gaulle -là ,



*vous
ne prendrez rien, M.M.^{rs}*



**LES BOBARDS...
SORTENT TOUJOURS DU MÊME NID**



C'est l'Anglais qui nous a fait ça!

GRÂCE AUX ANGLAIS...

♂

AD
1431
JEANNE
D'ARC

1816

St. Helier

1939/40

NOTRE CHEMIN DE CROIX



Mth Anthony

NE JETEZ PLUS RIEN !



Récupérez

SERVICE DE LA RÉCUPÉRATION ET DE L'UTILISATION DES DÉCHETS ET VIEILLES MATIÈRES
SECTION CENTRALE DE L'O.C.R.P.J., 23, Avenue Victor Emmanuel III, Paris-8^e

CHIFFRONS ET PAPIER DE TOILETTE

1968 - 100 000 000 000 000 000

SR

Son
dernier espoir...
"LE BLOCUS"



AURAI-JE ASSEZ...

POUR EUX DEUX?